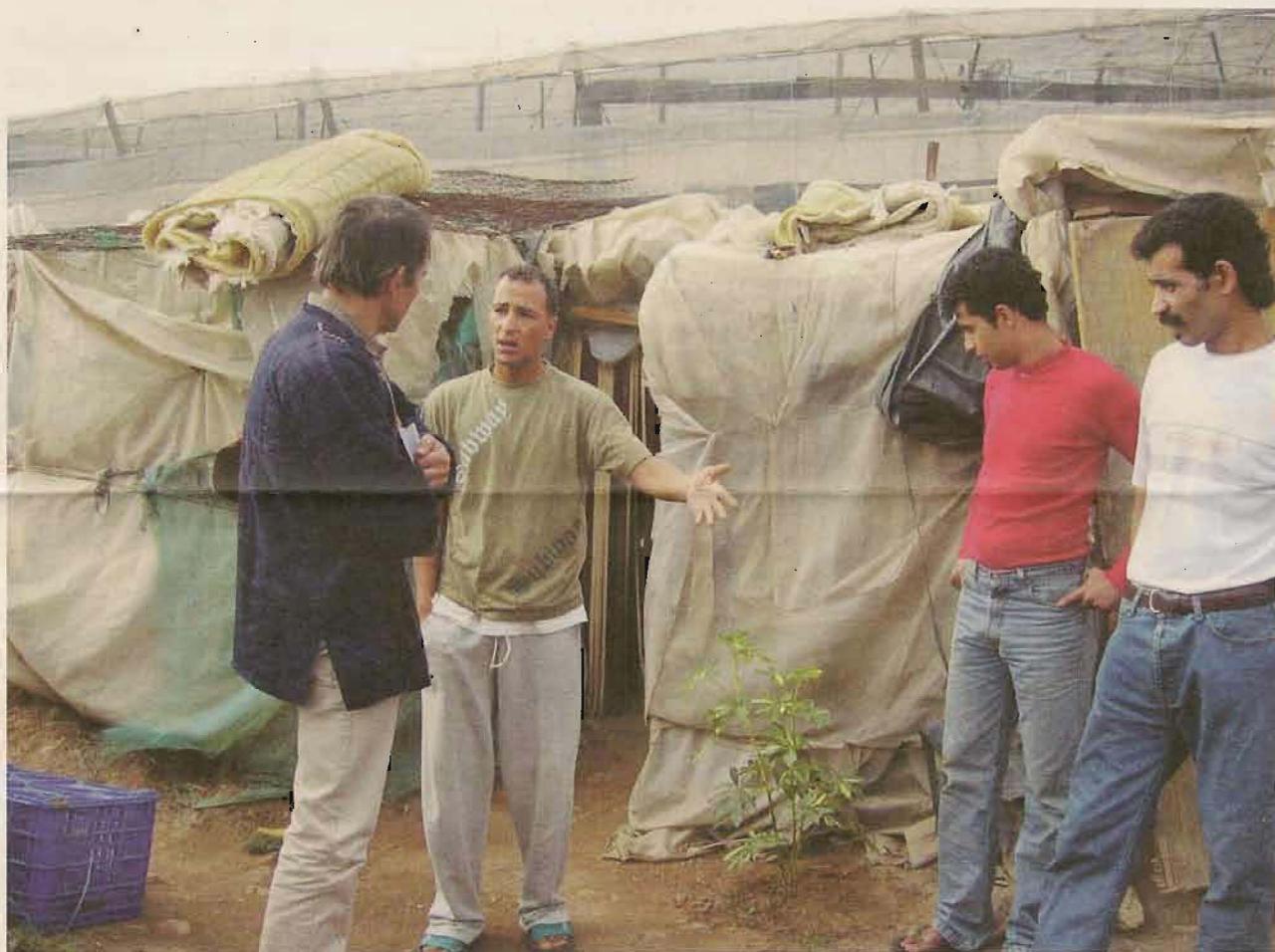


## Une aide à l'entraide dans la mer de plastique d'Almeria



*Rencontre avec les journaliers devant leurs cabanes faites de restes de plastiques, adossées à une serre.*

### **Formation des ouvriers agricoles à la défense de leurs droits**

Sur près de 32'000 hectares (320 km<sup>2</sup>), pas moins de 3 millions de tonnes de légumes par année sont produits sous des serres en plastique dans la province andalouse d'Almeria, dans le sud de l'Espagne. En hiver, des milliers de camions transportent chaque jour des tomates, concombres, poivrons et aubergines vers le Nord: à destination de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Suisse... Quelque 80'000 migrant-e-s du Maghreb, d'Afrique noire, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est travaillent, véritables esclaves des temps modernes, dans les serres en plastique surchauffées pour des salaires de misère, très souvent sans contrat de travail ni permis de séjour. Au cœur de cette mer de plastique, ils sont réduits à vivre dans des cabanes qu'ils ont bricolées avec des cartons et du plastique ou dans des bâtiments en

ruines – sans eau ni électricité. Dans les villages alentour, ils risquent d'être victimes d'actes racistes et de l'arbitraire de la police. Aux côtés du petit syndicat SOC (Sindicato de Obreros del Campo) très actif sur le terrain, nous aidons les journaliers et journalières à s'organiser pour défendre leur dignité. Ils trouvent un soutien juridique et humain dans nos antennes locales et centres sociaux à Almeria, El Ejido et San Isidro del Nijar. Le SOC propose actuellement aux migrant-e-s des programmes de cours sur six mois. Cette formation vise à renforcer l'auto-organisation des immigré-e-s en informant les journaliers agricoles sur la législation du travail et du droit de séjour des étrangers, et en intégrant les participant-e-s à l'activité d'un syndicat: visites des tunnels en plastique, conseil juridique et social, élaboration de plaintes et d'actions en justice contre les abus des entrepreneurs, les actes de violence racistes et les interventions arbitraires de la police.

## Budget 2011

Le SOC a présenté le budget suivant pour le programme de formation 2011

Personnel permanent :	36.000 €
Documentation, équipement de bureau :	3.000 €
Frais de déplacement et aide aux groupes de stagiaires :	<u>25.000 €</u>
Total	<b>64.000 € (Fr. 96'000.—)</b>

Ce n'est que grâce au soutien renouvelé de nombreux donateurs que le FCE peut assurer le financement d'une grande partie de ce budget.



*Abdelkader Chacha du SOC d'El Ejido explique en quoi consiste le programme de formation.*

## Une décennie d'engagement depuis le pogrom d'El Ejido

Février 2000: Les habitants de la ville d'El Ejido, au cœur de la mer de plastique d'Almeria, se rassemblent en patrouilles et, armés de battes de baseball, font la chasse, trois jours durant, aux migrants marocains – pour l'essentiel des journaliers et ouvriers agricoles – à travers les rues de la ville et dans ses faubourgs. Ils font main basse sur les maigres biens de ces esclaves

du XXI<sup>e</sup> siècle, saccagent leurs misérables cabanes et les rares magasins et «maisons de thé» qui leur servent de lieux de rencontre. La police se contente de regarder. Nous avons mandaté une commission d'enquête internationale qui a fait la lumière sur les causes et les conséquences de ces débordements racistes et qui a publié un rapport qu'elle a intitulé «El Ejido, Terre de non-droit». Mis face à l'esclavage moderne de l'agriculture industrielle, nous avons pris contact avec le syndicat des ouvriers et ouvrières agricoles d'Andalousie (SOC), que nous connaissions déjà. Depuis lors, nous collaborons étroitement. Grâce aux dons, récoltés principalement en Suisse, nous avons pu créer deux centres sociaux pour les migrant-e-s et nous y soutenons le travail quotidien du SOC. A l'échelle européenne, nous avons attiré l'attention des syndicats, des Eglises et des associations de consommateurs sur cette situation insoutenable et nous nous efforçons de mettre en réseau tous les milieux intéressés. Nous avons lancé une campagne de lettres en Suisse: des milliers de citoyennes et de citoyens ont exigé de la part de Coop et de Migros qu'elles s'engagent pour améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers et ouvrières agricoles, et pour contrôler leurs fournisseurs. Ces deux grands distributeurs n'ont malheureusement pas modifié radicalement leur politique d'achat. Dix ans après le pogrom d'El Ejido, de nouvelles tensions apparaissent: après l'éclatement de la bulle spéculative dans le secteur espagnol de l'immobilier et de la construction, de nombreux migrants et Espagnols sont à nouveau à la recherche de travail dans l'agriculture. Il en résulte une terrible pression sur le marché du travail, qui provoque à son tour une pression sur les salaires. Le potentiel de conflits entre les différents groupes de migrants et entre étrangers et indigènes ne cesse d'enfler. Notre action commune avec le SOC contribue à détendre la situation. Cet effet doit perdurer.



**Halte à l'esclavage moderne dans l'agriculture industrielle**

Des situations semblables sont dénoncées dans un grand nombre de pays européens, par exemple dans le Sud de la France, en Grèce et plus récemment à Rosarno en Italie. Le racisme est un moyen de pression permanent pour prévenir toute velléité de révolte. Il se dirige contre des personnes qui accomplissent des travaux que nous n'accepterions pas dans des conditions aussi dégradantes. La chasse à l'homme contre des migrant-e-s africain-e-s en janvier 2010 a démontré avec quelle violence la moindre protestation des ouvriers sans droits est réprimée. Le FCE prépare un rapport complet sur les événements de Rosarno.

-----Talon à renvoyer au FCE, St.Johanns-Vorstadt 13, 4004 Bâle-----

- O Veuillez m'envoyer à l'essai 3 numéros d'Archipel, mensuel du FCE
- O je commande le livre "El Ejido – Terre de non droit" (Fr. 15.—)
- O je commande le livre "La Roue ou la noria des saisonniers agricoles" de Patrick Herman photographies de Yohanne Lamoulère (Fr.30.—)
- O je commande le livre "Avec les paysans du monde" de Marc Ollivier (Fr.30.—)

Prénom:..... Nom:.....

Adresse:..... Code postal:..... Lieu:.....

## ITALIE: Rosarno, laboratoire de la haine

de Jean Dufлот, Avril 2010 (extraits)

En 2000, le rapport du Forum Civique Européen «El Ejido, terre de non-droit», avait stigmatisé la chasse à l'homme dont les immigrés marocains avaient été les victimes dans les «lagers» andalous de la serriculture intensive. Sans vouloir jouer les prophètes, nous alertons l'opinion sur ce symptôme avant-coureur du naufrage des droits et des libertés élémentaires dans le raz de marée de la spéculation financière et du profit à court terme.

Dix ans après, on ne compte plus les résurgences violentes de l'ostracisme économique et social qui règne dans la forteresse de l'Union Européenne, au mépris de toutes les conventions pseudo-humanistes promulguées dans le sillage de la Déclaration des droits de l'homme. Force est de constater que la «chasse aux nègres» qui a sanctionné la révolte des esclaves de la plaine de Gioia Tauro, en Calabre, reproduit presque à l'identique la ratonnade andalouse.

Cette fois-ci, pas de geste d'un malade mental contre une jeune fille pour servir d'alibi au lynchage public. A Rosarno, le détonateur de la haine a fonctionné après une fusillade totalement arbitraire qui a mobilisé spontanément des centaines de travailleurs saisonniers des orangeries calabraises.

### Provocations

Les jeunes «mafieux» d'une 'ndrina<sup>1</sup> de la N'Drangheta<sup>2</sup> de la région ont agi en toute connaissance de cause. Ils savaient que cette agression allait déclencher l'émeute des Africains, dans la mesure où leur provocation ne manquerait pas de réveiller le souvenir d'autres expéditions criminelles menées contre la main-d'oeuvre extra-communautaire. Pour mémoire, celle qui avait ensanglanté la récolte des tomates autour de Foggia, dans les Pouilles; l'exécution de six travailleurs ghanéens à Castelvoturno, en Campanie; la tuerie de Brescia où des sbires d'extrême droite avaient ouvert le feu dans un meeting antiraciste. Depuis la fin des années 90, la demande italienne avait drainé dans tous les secteurs clefs de l'économie, et notamment en agriculture, une masse considérable de manoeuvres fascinés par l'euromirage italien. Résultat de ce forcing, l'Italie, terre traditionnelle d'immigration, est devenue l'un des

pays les plus racistes envers les migrants qui débarquent légalement ou illégalement sur son territoire. Une telle décomposition de l'Etat de droit appelle un certain nombre d'explications. Loin d'être une spécificité italienne, elle met en cause un système global que l'on peut tout aussi bien déplorer dans toutes les sociétés dites «avancées».

### Mêmes causes, mêmes effets

En Espagne, par exemple, la serriculture sauvage qui achalande en fruits et légumes, été comme hiver, les marchés européens a créé des rapports d'exploitation d'une férocité impitoyable. Les flux tendus de marchandises et de fric ont transformé l'agriculture en bague industrielle. Sur l'autre rivage de la méditerranée, entre Naples et la Sicile, on retrouve la même dérive concentrationnaire dans les immenses plantations d'oranges, de mandarines et de clémentines des littoraux ioniens et tyrrhéniens. A coup sûr, dans le sud de la péninsule, la situation est pire que dans des pays tels que l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas. Là-bas, les conditions de travail et de vie des immigrés s'aggravent avec la crise qui frappe de plein fouet l'économie italienne, et particulièrement l'agrumiculture. Avec la concurrence en provenance de la Grèce, d'Israël, des pays du Maghreb et surtout du Brésil, le kilo d'oranges est tombé à 5 centimes. Les entrepreneurs des plaines de Sibari et de Gioia Tauro préfèrent même importer des produits finis d'Amérique latine (jus de fruits) plutôt que de sous-payer leur main-d'oeuvre. Cette alternative reste toutefois minoritaire. En attendant, le marché local continue de périlcliter. Et après l'expédition punitive de février qui a dispersé les quelque 4.000 forçats de Rosarno vers Bari, Crotone, ou Caserta, les fruits risquent de pourrir sur pied. Ce ne sont pas les 1.500 chômeurs fictifs de Rosarno, bénéficiant de la bienveillance mafieuse de l'administration locale qui vont remplacer les milliers de cueilleurs subsahariens déportés dans les Centres d'Identification et d'Expulsion (CIE).

1. La 'ndrina (pluriel: 'ndrine) est l'unité organisationnelle de base de la 'Ndrangheta de Calabre, l'équivalent de la «famille» ou cosca de la mafia sicilienne.

2. Mafia calabraise.